



La question d'Henry Laurent

Le chemin qui monte

Comment en sortir ? De toutes parts, on stigmatise aussi bien l'étalage de sa vie privée que son action publique, brouillonne, désordonnée, en mal de sens. On lui reproche de mélanger les genres, d'affaiblir la fonction suprême qu'il est bien plus risqué qu'on le croit à l'Elysée de désacraliser. Libéral ou dirigiste, qui sait ? Obsessionnel et combatif ? A coup sûr. Ces derniers temps, Nicolas Sarkozy transforme en plomb à peu près tout ce qu'il touche. Laïcité, Shoah, télévision publique, le débat fait rage. Après la béatitude, flotte une odeur de curée pour le successeur de Jacques Chirac qui a, semble-t-il, le don de déclencher une violence anti-personnelle inégalée sous la V^e. En mars 82, alors que les premières tuiles financières lui tombaient sur la tête, l'homme au chapeau noir, celui de l'Observatoire et du coup d'Etat permanent, marchait encore sur des roses. "C'était Mitterrand", dirait encore Attali. En ce février 2008, les attaques *ad hominem* sur la taille du capitaine sont exécrables,

passé. Mais demain, au lendemain des élections, à quel jeu on joue ? Imaginons par hypothèse que la douche municipale se révèle encore plus glaciale, qui doute que les thuriféraires d'hier se transformeront en coupeurs de tête ? Et quand bien même, quelle sera la marge opérationnelle de Nicolas Sarkozy ? Quid de sa politique d'ouverture qui manque de tourner à la confusion ? Pas besoin de lire dans le marc de café pour voir, déjà, qu'à l'UMP, non loin de l'indécrottable opposant villepiniste Hervé Mariton, les dagues s'aiguisent et que le travail de romain accompli par le gouvernement Sarkozy/Fillon depuis le début de la législature ne pèse pas une thune. On a beau dire qu'il n'est pas sérieux de dresser un bilan des neuf premiers mois de grossesse ; que les bilans sont comme les minijupes, ça donne des idées mais ça cache l'essentiel, le fait est là. Et la chose est d'autant plus troublante que le rythme du quinquennat est échevelé. L'équipe Fillon a déjà fait "autant de boulot en neuf mois que Raffarin en trois ans", s'amuse un grand socialiste.

De fait, qu'on le lui reproche ou l'en loue, le gouvernement a bossé : le service minimum est sur rails, les régimes spéciaux sont réglés (à prix d'or, il faut tout de même le rappeler), l'université commence à bouger, une nouvelle carte judiciaire se dessine, deux lois (et oui, deux

posera-t-il une cure de silence qui, à en croire le philosophe, reste le cri le plus puissant ? "N'y comptez pas, c'est au-dessus de ses forces !" Tempérance, pudeur, réformes ? Seul le travail à la mine peut remettre daplomb l'homme orchestre, et déboucher sur un quinquennat utile. La France va de mal en pis. Les caisses sont vides et bien vides. Et il y a lieu de se préoccuper des déficits publics et de la dette : avec une croissance en dessous de 1,5 %, ils repartent à la hausse et Woerth n'y pourra pas grand-chose. En 2005 et 2006, Thierry Breton avait serré les boulons de la dépense et commencé

C'est sur l'offre que

le chirurgien doit opérer d'urgence !

à réduire les déficits publics. Pas par idéologie et moins pour se soumettre aux exigences de Bruxelles, que parce qu'il y va du bon sens même.

Halte aux déficits

Tous les pays qui ont accepté de se confronter au réel, y ont trouvé de la croissance et de l'emploi. Plus de déficits et plus de dettes ont-ils jamais permis à la France de créer plus d'emplois et de croissance ? Si oui, il faut dire où et quand. Ce que l'Amérique de Bush s'autorise à nouveau, c'est-à-dire une politique keynésienne financée par le reste du globe, la France ne peut se le permettre. A ce stade, il est troublant d'entendre Henri Guaino ou Claude Guéant, deux conseillers principaux du chef de l'Etat, plaider pour la relance par déficit budgétaire, alors que Sarkozy lui-même fustigeait en campagne ce "laxisme inconséquent"

sur l'offre que le chirurgien doit opérer d'urgence ! Là, il y a maldonne. Ce n'est pas d'une politique de rigueur dont le pays a besoin, c'est d'une ordonnance anti-obésité de l'Etat, d'une cure de remise en forme. C'est en l'occurrence la rupture, authentique celle-là, d'avec les mauvaises habitudes du passé. En 2005/2006, surprise !, la France s'était replacée à la pointe de la vertu budgétaire en Europe, donnant le la, notamment à l'ami allemand. Elle est aujourd'hui montrée du doigt par des partenaires finalement conciliants, qui nous ont consenti un vague compromis sur les déficits, mais qui n'en

pensent pas moins. Les Français en doutent et pourtant l'Europe est une grande affaire, peut-être même un tremplin pour permettre à Sarkozy de rebondir dans son Hexagone. Faire bouger l'Europe de l'environnement, de l'agriculture, de la défense et de l'immigration : pas sûr que le futur président français en ait encore le pouvoir, le prestige et, surtout, l'autorité.

Le chemin qui monte est le même que celui qui descend, suggère le proverbe chinois. François Fillon, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse se multiplient sur les ondes. Le discours est le même : les attaques contre la personne sont viles, le Président travaille. Il faut donner du temps au temps. Et les réformes se feront, au pas de charge, "juré, promis". Indécidable, la politique du Président a été "gâtée par la "pipolisation", l'improvisation et l'impréparation", assène un grand

Le Président n'a plus le droit de rater le virage d'un printemps que d'aucuns rêvent insurrectionnel

des prédécesseurs qui a conduit le pays dans l'impasse. Arcelor, Kléber, Kodak, Miko, la France a certes créé 300 000 emplois dans le privé, et il faut s'en réjouir, mais l'industrie délocalise et perd 50 000 salariés. Les caissières des supermarchés ont obtenu (un petit) gain de cause. Les 5 millions de fonctionnaires vont payer les pots cassés : Eric Woerth n'a pas les moyens de compenser l'inflation. Un Etat pauvre dans un pays riche, se lamentait Montesquieu. 40 milliards de déficit : la France vend mal, sa compétitivité fout le camp. Les 15 milliards du choc fiscal ne feront pas de mal à la consommation, mais c'est

à l'image d'un Kosovo peuplé de 90 % d'albanophones après l'expulsion de ses populations serbes, comment dès lors pousser à la fin de la partition dans un cas lorsque, dans l'autre, on favorise l'indépendance ? Le précédent kosovar aussi représente un formidable bol d'air pour les mouvements indépendantistes notamment basque, catalan et écossais. Quels arguments opposer à des déclarations d'indépendance de ces régions si celles-ci étaient validées par la majorité de leurs populations ? Le principe de l'intangibilité des frontières internes aux Etats en Europe ? Il vient de voler en éclats. Madrid et Nicosie, et pas seulement, l'ont d'ailleurs bien compris qui sont parmi les plus sceptiques en Europe face à l'indépendance du Kosovo...



à l'image d'un Kosovo peuplé de 90 % d'albanophones après l'expulsion de ses populations serbes, comment dès lors pousser à la fin de la partition dans un cas lorsque, dans l'autre, on favorise l'indépendance ? Le précédent kosovar aussi représente un formidable bol d'air pour les mouvements indépendantistes notamment basque, catalan et écossais. Quels arguments opposer à des déclarations d'indépendance de ces régions si celles-ci étaient validées par la majorité de leurs populations ? Le principe de l'intangibilité des frontières internes aux Etats en Europe ? Il vient de voler en éclats. Madrid et Nicosie, et pas seulement, l'ont d'ailleurs bien compris qui sont parmi les plus sceptiques en Europe face à l'indépendance du Kosovo...

L'équipe Fillon

a déjà fait "autant de boulot en neuf mois que Raffarin en trois ans"

autant que les allusions grasses sur le tour de taille de la première dame. L'époux roucoule, le Président ne séduit plus, et chacun de s'interroger : va-t-il rebondir et comment ?

Et demain comment fait-on ?

Les assauts politiques, d'où qu'ils proviennent, sont dans l'ordre des choses, d'autant plus à la veille d'échéances municipales qui sont, avec les cantonales, le seul grand rendez-vous du quinquennat. De là à imaginer qu'au bal de la coalition des déçus on retrouve de sitôt les Villepin, Royal, Delanoë et Bayrou dansant – en compagnie des souverainistes Chevènement et Dupont-Aignan – sur l'air de la vigilance républicaine, de la "démocratie en péril" et de la "dérive monarchique" du pouvoir, ça valait une belle cote ! Au-delà du coup médiatique de J.F.Kahn, il est un point où le désordre fait mieux "appel du 14 février" fait mouche : c'est demain. Khadafi, Attali, Bruni, Neully, déjà le

!) sont votées au soutien du pouvoir d'achat, et personne ne peut contester que le chômage continue – statistiquement – de s'améliorer, quelle qu'en soit la cause ! Et tout ça pour ça, pour ce tombereau de sarcasmes, d'invectives ?

Halte au feu

L'Elysée contre-attaque, sur le registre de la victimisation et de la mauvaise foi. Les chevaux légers du Président, un moment désarçonnés, chargent la presse. Carton jaune aux médias, c'est commode, simpliste et pas toujours injustifié. Efficace et pas cher, comme dit la pub ? Royal et Bayrou en avaient fait un argument de campagne, momentanément perspicace, mais sur la durée... Et eux ne sont plus vraiment sous les feux de la rampe. Halte au feu ! Vivement le second tour, qu'on en sorte. L'entourage promet un "autre Sarkozy". Peut-être, mais la ficelle a déjà servi. Sarkozy s'im-

Faits révélateurs

par Pascal Lorot

Le Parlement du Kosovo a proclamé l'indépendance de cette province serbe à majorité albanophone, le 17 février 2008. Les Etats-Unis et l'Union européenne, qui ont appuyé le processus d'émancipation kosovar, se sont empressés de reconnaître le nouveau Kosovo indépendant, contre l'avis de l'ensemble de la classe politique serbe. Processus apparemment bien huilé, si ce n'était le fait qu'une telle indépendance constitue un dangereux précédent. Les différentes résolutions de l'ONU concernant la Serbie et le Kosovo, initiées et votées par les Occidentaux, confirment l'appartenance du Kosovo à la Serbie ainsi que l'intangibilité des frontières de cette dernière. La Russie a dès lors beau jeu de dénoncer la duplicité d'un Occident qui respecte la loi internationale quand elle l'arrange, et s'en affranchit dès lors où cela n'est plus le

GEOPOLITIQUE

Dangereuse boîte de Pandore

L'auto-proclamation d'indépendance du Kosovo fait voler en éclats le principe de l'intangibilité des frontières en Europe.

cas. Russie qui pourrait également s'appuyer sur ce précédent pour encourager les provinces géorgiennes sécessionnistes

Quels arguments opposer à des déclarations d'indépendance des mouvements basque, catalan ou écossais si celles-ci étaient validées par leur population ?

et prorusse d'Abkhazie et d'Ossétie du Nord à s'engager, à leur tour, sur la voie de l'indépendance. Elles n'attendent que le feu vert de Moscou comme Hashim Thaçi, l'actuel leader du Kosovo, aura attendu celui de Washington pour déclarer l'indé-

pendance de sa province. En Europe même, la déclaration d'indépendance du Kosovo légitime a posteriori

la partition de l'île de Chypre, en tout cas complique singulièrement la recherche d'une solution politique. Historiquement grecque tout comme le Kosovo est historiquement serbe, peuplée aujourd'hui exclusivement de Turcs dans sa partie Nord

En immobilier,
il y a ceux qui attendent la baisse...
et il y a ceux qui baissent leurs impôts!



Acquérir un bien d'exception...

... en centre ville (*)

et se constituer un patrimoine



Pour tous renseignements :

GRUPE ALAIN CRENN
53, rue des Belles Feuilles
75116 Paris
Contact : Madame Bakouche au 01 40 72 35 24
www.groupe-alain-crenn.com

(*) La Rochelle - Auxerre - Senlis - Strasbourg - Toulouse - Nîmes ...

R.C.S. Paris 8 320 043 797 - Photos non-contratées. copyright © Groupe Alain Crenn